



CDAS du 19/11/2020 Déclaration Liminaire

Non à la destruction de l'action sociale ministérielle !!!

La crise sanitaire actuelle creuse les inégalités et renforce l'isolement des agents. Les politiques publiques actuelles et notamment la loi de la transformation de la fonction publique mettent à mal chaque jour un peu plus notre statut et nos acquis sociaux.

De plus, cette pandémie mondiale a des conséquences financières et économiques majeures dont les effets se font déjà sentir. Outre un découragement et une inquiétude grandissants,, les agent.e.s des Finances ne sont pas épargné.e.s, des conjoint.e.s, des enfants sont touché.e.s par le chômage et l'action sociale doit y faire face.

C'est pourquoi l'Action sociale doit être plus que jamais présente pour améliorer les conditions de vie des agent.e.s et de leurs familles. Elle doit répondre aux besoins des agent.es, jouer son rôle de cohésion sociale et pour ce faire disposer d'un budget à la mesure de la gravité de la situation.

Dans le contexte actuel de rigueur budgétaire, l'action sociale est clairement menacée. Cela fait des mois que nous alertons sur l'avenir de l'action sociale ministérielle.

Le Secrétariat Général veut bel et bien faire disparaître l'action sociale.

- Il vide les CDAS de leurs prérogatives, il recentre l'action sociale, sous prétexte d'harmonisation, sur le secrétariat général, ne laissant plus aucune place aux représentants des personnels.

- Il régionalise l'action sociale alors que les organisations syndicales ont toujours voulu une action sociale départementale pour plus de proximité. Nous exigeons la nomination d'un ou d'une délégué (e) à la DDFIP de l'Ariège.

- Il élargit les compétences du responsable de la structure régionale au rôle d'animateur, de coordonnateur et d'évaluateur et de supérieur hiérarchique des délégués : c'est une idée qui avait germé en 2013 dans l'esprit du SG et que toutes les organisations syndicales avaient alors combattue.

Nous tenons à rappeler que l'action sociale doit être gérée avec la participation active des représentants des personnels, elle exige un dialogue social permanent et doit remettre l'humain au centre des préoccupations.

Par ailleurs, nous ne pouvons que condamner la vente des résidences de vacances EPAF qui sont un bien commun des agents des finances au profit des opérateurs privés. Cette vente est le résultat du manque « volontaire » d'entretien par le propriétaire qu'il aurait dû prendre en charge depuis des années.

Les représentants des personnels de ce CDAS ne sauraient adhérer à un tel projet.

En conséquence, ils déposent une motion dénonçant ce démantèlement.

Concernant la réunion de ce jour, ils voteront pour l'utilisation de l'ensemble du budget au bénéfice des agents.

Les représentants CGT SOLIDAIRES FO UNSA Finances 34